

La neutralité est-elle encore possible?

Le président Ould Taya a reçu, lundi 20 septembre, Alvaro de Soto, nouveau représentant du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental. Cette rencontre, la première depuis la prise de fonctions du représentant, intervient quelques jours seulement après la reconnaissance de la RASD (République arabe

sahraoui et démocratique) par un poids lourd du continent: l'Afrique du Sud.

La Mauritanie, qui adopte la "stricte neutralité" dans le conflit, aura de plus en plus du mal à faire accepter sa position aux uns et aux autres.

Rendue publique la semaine dernière, la décision de l'Afrique

Mauritanie-Sahara Occidental

La neutralité est-elle encore possible?

Suite, de Une

du Sud de reconnaître la RASD constitue une grande victoire pour les dirigeants du Polisario et, surtout pour la diplomatie algérienne. En effet, après la fin de la guerre froide, plusieurs pays d'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est étaient revenus sur leur reconnaissance de la république sahraouie. Depuis, plus aucun nouveau pays n'a reconnu la RASD et la tendance semblait plutôt largement en faveur du Maroc. La nouvelle position de l'Afrique du Sud en faveur des Sahraouis sonne peut être la fin de la série des défaites diplomatiques du Polisario dont la dernière était la chute du gouvernement de droite en Espagne et l'arrivée au pouvoir des socialistes qui ont fait du réchauffement de leurs relations avec le Maroc un des premiers objectifs de la diplomatie espagnole. Au sein du continent africain, le Polisario est aujourd'hui soutenu par trois des plus grands pays africains: Afrique du Sud, Nigeria, Algérie.

Ce renforcement de la position sahraouie sur la scène africaine n'est pas uniquement l'œuvre des dirigeants sahraouis. Il s'explique essentiellement par le poids plus ou moins retrouvé de la diplomatie algérienne qui met ces derniers temps le paquet en faveur du Polisario. La fin de la guerre civile, l'accroissement des réserves algériennes en devises à cause de la hausse des prix du pétrole et le rapprochement du gouvernement de Bouteflika avec l'administration américaine dans sa croisade contre le terrorisme sont autant d'éléments qui expliquent les derniers développements intervenus dans le dossier.

Face à cette victoire diplomatique de ses adversaires, le Maroc s'est pour l'instant suffi de rappeler son ambassadeur à Johannesburg pour consultations. La presse locale a violemment critiqué la diplomatie marocaine qu'elle considère pas très entreprenante.

La reconnaissance sud africaine de la RASD coïncide avec la nomination d'un nouveau représentant du secrétaire général pour le Sahara occidental. L'ancien envoyé spécial chargé du dossier, l'américain James Baker n'a pas réussi à organiser le référendum dans le territoire, ni à faire passer une proposition acceptable par les deux parties en conflit. Il faut cependant rappeler que Baker a eu la malchance de vouloir résoudre le problème sahraoui à un moment où les maîtres du monde, les USA, les seuls capables d'imposer une solution aux belligérants, étaient préoccupés par la gestion de l'après 11 septembre. Aujourd'hui, on ne sait pas qui des deux parties est en odeur de sainteté chez l'oncle Sam.

Le Maroc est un allié traditionnel, mais l'Algérie est un partenaire impor-

tant dans la croisade contre l'islamisme et est l'un des pays pivots de la politique américaine dans le monde.

Et la Mauritanie...?

A son arrivée au pouvoir en 1984, Ould Taya n'est pas revenu sur la reconnaissance de la RASD et a adopté une position de "stricte neutralité" dans le conflit. Sa position a été apparemment comprise par le Polisario - qui malgré tout n'a pas de représentation officielle en Mauritanie - mais pas totalement par le Maroc de Hassan II. L'arrivée du Roi Mohamed VI a changé la donne dans la mesure où il a réussi à établir des relations cordiales avec Ould Taya. Jusqu'à présent, ce rapprochement n'a pas encore influencé la position de la Mauritanie dans le conflit. Le président Ould Taya continue de recevoir les émissaires sahraouis et certaines sphères du pouvoir mauritanien ne cachent pas leur soutien au Polisario, tout comme d'autres segments qui affichent haut et fort leur soutien aux thèses marocaines. La stricte neutralité, position officielle du gouvernement mauritanien, est synonyme en réalité d'une absence de position. La Mauritanie, consciente de sa faiblesse, n'a certainement pas les moyens d'avoir une position claire dans ce conflit. Depuis le transfert du dossier aux Nations Unies, elle a trouvé la parade: se réfugier derrière la position onusienne. Cela ne lui garantit pas des intérêts en cas de résolution du conflit, mais lui permet peut être d'avoir la paix pendant le conflit. La question qui reste posée est de savoir si la Mauritanie réussira toujours cette partie de poker qui consiste à ne fâcher aucun des belligérants.

BEN ABDELLA